

1995, chapitre 69

## LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA SÉCURITÉ DU REVENU ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

---

### Projet de loi n° 115

Présenté par Madame Jeanne L. Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu

Présenté le 4 décembre 1995

Principe adopté le 12 décembre 1995

Adopté le 15 décembre 1995

**Sanctionné le 15 décembre 1995**

---

**Entrée en vigueur :** à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, à l'exception des articles 15, 16, 19 et 22 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996

- 1<sup>er</sup> mars 1996: aa. 10, 14, 21, 26  
G.O., 1996, Partie 2, p. 1491
- 1<sup>er</sup> avril 1996: aa. 3-7, 9, 17, 23, 25  
G.O., 1996, Partie 2, p. 1491
- 1<sup>er</sup> avril 1996: aa. 1 (par. 2°), 20 (par. 2°, 6°), 24  
G.O., 1996, Partie 2, p. 1839

---

### Lois modifiées :

Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)

Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)

Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre S-3.1.1)







## CHAPITRE 69

### **Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives**

*[Sanctionnée le 15 décembre 1995]*

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. S-3.1.1,  
a. 7, mod.

**1.** L'article 7 de la Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre S-3.1.1) est modifié:

1° par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 2° et après le mot « enseignement », de « secondaire en formation professionnelle, »;

2° par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

« 6° un adulte ou une famille qui possèdent des avoirs liquides, au sens du règlement, dont le montant excède celui applicable selon le barème des besoins déterminé par règlement. En ce cas, l'adulte ou la famille sont inadmissibles à compter de la date de la demande jusqu'au dernier jour du mois. ».

c. S-3.1.1,  
a. 10, mod.

**2.** L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, de « les lois énumérées à l'article 24 ne lui sont pas applicables » par « le deuxième alinéa de l'article 24 s'applique ».

c. S-3.1.1,  
a. 14, mod.

**3.** L'article 14 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 7° du premier alinéa, de « ou par un rapport écrit, signé par une sage-femme qui participe à un projet-pilote régi par la Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes (chapitre P-16.1). Ce rapport doit indiquer le nom et la date de naissance de l'adulte, le nombre de semaines de grossesse et la date prévue pour l'accouchement. ».

c. S-3.1.1,  
a. 15, mod.

**4.** L'article 15 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 2°.

c. S-3.1.1,  
a. 16, mod.

**5.** L'article 16 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 2° du premier alinéa, de « . Le certificat médical peut être remplacé par un rapport écrit constatant la grossesse, signé par une sage-femme qui participe à un projet-pilote régi par la Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes et indiquant le nom et la date de naissance de l'adulte, le nombre de semaines de grossesse et la date prévue pour l'accouchement ou, le cas échéant, de l'accouchement ; ».

c. S-3.1.1,  
a. 17, ab.

**6.** L'article 17 de cette loi est abrogé.

c. S-3.1.1,  
a. 19, mod.

**7.** L'article 19 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, de « , 17 ».

c. S-3.1.1,  
a. 24, mod.

**8.** L'article 24 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Disposi-  
tions appli-  
cables

« Sauf dans les cas et dans la mesure prévus par règlement, les dispositions du Code du travail (chapitre C-27), de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1), de la Loi sur les décrets de convention collective (chapitre D-2) et de la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1) s'appliquent à l'adulte qui exécute un travail dans le cadre d'une mesure proposée en vertu de l'article 23. ».

c. S-3.1.1,  
a. 35.1, aj.

**9.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 35, du suivant :

Ressortis-  
sant étran-  
ger

« **35.1** Une personne ayant souscrit, en vertu de la Loi sur l'immigration au Québec (chapitre I-0.2), un engagement d'aider un ressortissant étranger et, le cas échéant, les personnes à charge qui l'accompagnent, à s'établir au Québec doit rembourser le montant des prestations accordées, pendant la durée de cet engagement, à ce ressortissant et aux personnes à charge qui l'accompagnent, lorsque cet engagement y pourvoit. Ces sommes sont recouvrables par le ministre conformément aux dispositions de la présente section. ».

c. S-3.1.1,  
a. 36, mod.

**10.** L'article 36 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et troisième lignes, du mot « trois » par le mot « cinq ».

c. S-3.1.1,  
a. 42, mod.

**11.** L'article 42 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Frais de recouvrement

« Il est également tenu au paiement de frais de recouvrement, dans les cas déterminés par règlement, selon les montants qui y sont fixés. ».

c. S-3.1.1,  
a. 48.2, mod.

**12.** L'article 48.2 de cette loi, modifié par l'article 234 du chapitre 1 des lois de 1995, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Aide de dernier recours

« Le montant des prestations d'aide de dernier recours prévues au paragraphe 1° du deuxième alinéa est, pour l'application du deuxième alinéa de l'article 52, celui fixé par règlement. En ce cas, le sous-paragraphe b du paragraphe 2° du premier alinéa ne s'applique pas. ».

c. S-3.1.1,  
a. 49, mod.

**13.** L'article 49 de cette loi, modifié par l'article 236 du chapitre 1 des lois de 1995 et par l'article 295 du chapitre 63 des lois de 1995, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Revenu total de la famille

« Pour les fins du calcul du revenu total de la famille prévu au troisième alinéa, le montant des prestations d'aide de dernier recours est, pour l'application du deuxième alinéa de l'article 52, celui fixé par règlement. ».

c. S-3.1.1,  
a. 50, mod.

**14.** L'article 50 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes, des mots « l'adulte doit, pour le calcul de sa prestation pour cette année, réduire à l'égard de son conjoint, pour une partie raisonnablement attribuable à la période de l'année au cours de laquelle il n'avait plus de conjoint, les montants suivants » par les mots « il n'est tenu compte, pour le calcul de la prestation de l'adulte pour cette année, à l'égard de son conjoint, que de la partie des montants suivants qui est raisonnablement attribuable à la période de l'année au cours de laquelle il avait un conjoint ».

c. S-3.1.1,  
a. 65.1, aj.

**15.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 65, du suivant :

Entente avec un ministère

« **65.1** Sous réserve du deuxième alinéa, le ministre peut prendre entente avec un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec ou d'un autre gouvernement, une personne ou une entreprise, dont le nom apparaît dans la liste dressée par le gouvernement et publiée à la *Gazette officielle du Québec*, pour recueillir ou communiquer un renseignement nominatif nécessaire à l'application de la présente loi et de ses règlements, notamment :

1° pour vérifier l'admissibilité d'une personne ou de sa famille à un programme ou à une mesure et établir le montant des prestations ou des versements anticipés;

2° pour identifier, y compris par un appariement de fichiers, une situation non déclarée par un prestataire conformément au paragraphe 1° de l'article 65;

3° pour vérifier la solvabilité d'une personne qui doit rembourser une somme au ministre en vertu de la section V du chapitre II ou identifier son lieu de résidence;

4° pour vérifier la survenance d'un événement ou l'existence d'un droit visés à l'article 35, la date et les modalités de réalisation de ce droit.

Autres ententes

Le ministre peut également prendre une telle entente avec le ministère du Développement des ressources humaines du Canada, ainsi qu'avec les ministères et organismes suivants du gouvernement du Québec : le ministère de l'Éducation, le ministère de la Justice, le ministère des Affaires internationales, le ministère du Revenu, le ministère de la Sécurité publique, la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Régie de l'assurance-maladie du Québec, la Régie des rentes du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec.

Informations

Le ministre peut, aux fins d'identifier des personnes visées par une entente mentionnée au présent article, communiquer leur nom, date de naissance, sexe, adresse, numéro d'assurance-maladie, numéro d'assurance sociale et numéro de dossier. Le ministre, l'organisme, la personne ou l'entreprise qui reçoit ces renseignements doit les détruire lorsque les fins pour lesquelles ils ont été communiqués sont accomplies à moins qu'il n'y ait également droit. ».

c. S-3.1.1,  
a. 65.2, aj.

**16.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 65.1, du suivant :

Renseignements confidentiels

« **65.2** Sont confidentiels tous renseignements nominatifs, au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, obtenus dans l'application de la présente loi. Il est interdit à tout fonctionnaire du ministère de la Sécurité du revenu et à tout membre du personnel de la Ville de Montréal affecté à l'administration de la présente loi de faire usage d'un tel renseignement à des fins autres que celles prévues pour l'application de la présente loi.

## Interdiction

Il est également interdit aux personnes visées au premier alinéa de communiquer ou de permettre que soit communiqué à une personne qui n'y a pas légalement droit conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels un renseignement obtenu dans l'application de la présente loi ou de permettre à une telle personne de prendre connaissance d'un document contenant un tel renseignement ou d'y avoir accès. ».

c. S-3.1.1,  
a. 77, mod.

**17.** L'article 77 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants :

## Audition

« **77.** La demande est entendue par une personne désignée par le ministre ou, dans le cas d'une évaluation des contraintes que présente une personne à l'emploi, par un comité formé d'un médecin et d'au moins deux autres professionnels désignés par le ministre.

Médecin désigné

Dans le cas d'une évaluation d'un empêchement que présente une personne de participer à une mesure pour un motif prévu au paragraphe 1° de l'article 16, la demande est entendue par un médecin désigné par le ministre. ».

c. S-3.1.1,  
a. 81.1, aj.

**18.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 81, du suivant :

## Intérêts

« **81.1** Si une décision en révision ou une décision de la Commission des affaires sociales reconnaît à l'adulte ou à la famille le droit à une prestation qui leur a d'abord été refusée ou augmente la prestation qui leur a été accordée en premier lieu, le ministre est tenu au paiement d'intérêts dans les cas et selon les modalités déterminés par règlement, au taux qui y est fixé. ».

c. S-3.1.1,  
a. 85.1, aj.

**19.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 85, du suivant :

## Amende

« **85.1** Quiconque contrevient à l'article 65.2 commet une infraction et est passible d'une amende n'excédant pas 5 000 \$. ».

c. S-3.1.1,  
a. 91, mod.

**20.** L'article 91 de cette loi, modifié par l'article 245 du chapitre 1 des lois de 1995, est de nouveau modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 6° du premier alinéa et après le mot « enseignement », des mots « secondaire en formation professionnelle, » ;

2° par l'insertion, dans le premier alinéa et après le paragraphe 6°, du suivant :

« 6.1° déterminer, pour l'application du paragraphe 6° de l'article 7, les barèmes des besoins nécessaires au calcul du montant applicable et déterminer des avoirs liquides et des majorations de certains de ces avoirs qui en sont exclus ; » ;

3° par l'insertion, dans le premier alinéa et après le paragraphe 19°, du suivant :

« 19.1° déterminer dans quels cas et dans quelle mesure les dispositions des lois visées au deuxième alinéa de l'article 24 ne s'appliquent pas ; » ;

4° par l'insertion, dans le premier alinéa et après le paragraphe 24°, des suivants :

« 24.1° prévoir, pour l'application du troisième alinéa de l'article 42, dans quels cas le débiteur est tenu de payer des frais de recouvrement et en fixer les montants ;

« 24.2° déterminer dans quels cas et selon quelles modalités le ministre est tenu au paiement d'intérêts et en fixer le taux ; » ;

5° par l'insertion, dans le premier alinéa et après le paragraphe 31.1°, du suivant :

« 31.1.1° fixer le montant des prestations d'aide de dernier recours pour l'application du troisième alinéa de l'article 48.2 et du quatrième alinéa de l'article 49 ; » ;

6° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après « 5°, », de « 6.1°, » ;

7° par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa et après « 21°, », de « 23°, 24°, 24.1°, » ;

8° par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa et après « 30°, », de « 31.1.1°, » ;

9° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, de « et 38° » par « , 38° et 39° ».

c. S-3.1.1,  
a. 137, mod.

**21.** L'article 137 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot « articles », de « 36, ».



## DISPOSITIONS MODIFICATRICES

c. M-31,  
a. 69.1, mod.

**22.** L'article 69.1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31), modifié par l'article 13 du chapitre 46 des lois de 1994, par l'article 213 du chapitre 1 des lois de 1995, par l'article 14 du chapitre 36 des lois de 1995, par l'article 50 du chapitre 43 des lois de 1995 et par l'article 277 du chapitre 63 des lois de 1995, est de nouveau modifié par l'addition, dans le deuxième alinéa et après le paragraphe *i*, du suivant :

« *j*) le ministre de la Sécurité du revenu, mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire pour vérifier l'admissibilité d'une personne ou de sa famille à un programme prévu par la Loi sur la sécurité du revenu (chapitre S-3.1.1), pour déterminer le montant des prestations ou des versements anticipés, pour identifier une situation non déclarée par un prestataire conformément au paragraphe 1° de l'article 65 de cette loi ainsi que pour vérifier le lieu de résidence et la solvabilité d'une personne qui doit rembourser une somme en vertu de la section V du chapitre II de cette loi. ».

c. R-5,  
a. 2.1, mod.

**23.** L'article 2.1 de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

## DISPOSITIONS FINALES

Entrée en  
vigueur  
d'un règle-  
ment

**24.** Le gouvernement peut, au plus tard à la date qui suit de trois mois celle de l'entrée en vigueur du paragraphe 2° de l'article 1 de la présente loi, adopter un règlement pris en vertu du paragraphe 6.1° du premier alinéa de l'article 91 de la Loi sur la sécurité du revenu, édicté par le paragraphe 2° de l'article 20 de la présente loi, et en vertu du paragraphe 13° du premier alinéa de l'article 91 de cette loi, ainsi que du deuxième alinéa de cet article, tel que modifié par le paragraphe 6° de l'article 20 de la présente loi, même si ce règlement n'a pas fait l'objet de la publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1). Un tel règlement entre en vigueur, malgré l'article 17 de cette loi, à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Aide à un  
ressortis-  
sant étran-  
ger

**25.** L'article 35.1 de la Loi sur la sécurité du revenu édicté par l'article 9 de la présente loi s'applique à une somme recouvrable avant la date d'entrée en vigueur de l'article 9 de la présente loi conformément à un engagement souscrit en vertu de la Loi sur l'immigration au Québec (L.R.Q., chapitre I-0.2) d'aider un

ressortissant étranger et, le cas échéant, les personnes à charge qui l'accompagnent, à s'établir au Québec, sauf si cette somme a déjà fait l'objet d'une réclamation à l'égard de laquelle une procédure judiciaire est en cours.

Délai

**26.** Le nouveau délai introduit à l'article 36 de la Loi sur la sécurité du revenu, par l'article 10 de la présente loi, s'applique aux situations en cours compte tenu du temps déjà écoulé.

Entrée en  
vigueur

**27.** La présente loi entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, à l'exception des articles 15, 16, 19 et 22 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996.